

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20260107-DEC-DAEN0006 DU - 9 JAN. 2026
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES À LA SOCIÉTÉ ITM
LOGISTIQUE EQUIPEMENT DE LA MAISON INTERNATIONAL (ITM LEMI), DONT LE
SIÈGE SOCIAL EST SITUÉE 24 RUE AUGUSTE CHABRIERES À PARIS (75015), POUR
LES INSTALLATIONS QU'ELLE EXPLOITE 1505 ROUTE DES FOUILLOUSES
À ALBON (26140)**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999 autorisant la société SA BASE D'ALBON à exploiter des installations classées dans son entrepôt d'Albon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°07-3055 du 12 juin 2007 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014115-0007 du 25 avril 2014 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2017143-0001 du 19 mai 2017 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29/05/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;
- VU** le dossier de porter à connaissance transmis le 20 août 2024 par la société ITM LAI à Madame la Préfète de la Drôme, dont la dernière version a été transmise le 10 mai 2025, sollicitant une modification des conditions d'exploitation des installations exploitées sur son établissement d'Albon ;

Vu la demande d'aménagement des prescriptions prévues par le point 2.4.1 de l'arrêté du 29 mai 2000 (intégrée au dossier de porter à connaissance), relatif au comportement au feu du local de charge implanté sur l'établissement d'Albon ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées n°20251204-RAP-DAEN1284 du 09 décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier préfectoral du 10 décembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel daté du 26 décembre 2025 ;

Considérant que les installations exploitées par la société ITM LEMI sur son établissement d'Albon relèvent du régime de l'enregistrement et de la déclaration, que les installations ont initialement été autorisées par l'arrêté du 11 octobre 1999 après une procédure d'autorisation avec enquête publique ;

Considérant que, dès lors, les installations exploitées par la société ITM LEMI sur son établissement d'Albon continuent à être suivies selon les règles de procédure applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

Considérant que l'instruction du dossier susvisé transmis par l'exploitant ne fait pas apparaître de modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, mais qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires afin d'encadrer ces modifications ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour la liste des installations autorisées au regard de l'évolution de la nomenclature des installations classées et des modifications sollicitées par l'exploitant ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le dimensionnement des moyens en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, ainsi que le volume des eaux d'extinction à retenir en cas d'incendie, au regard de la mise à jour des évaluations réalisées selon les guides pratiques D9 et D9A ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour certaines prescriptions afin de tenir compte des modifications apportées aux installations autorisées ;

Considérant l'évolution des numéros des parcelles cadastrales sur lesquelles les installations sont implantées, du fait notamment de l'extension géographique du site pour l'implantation des parkings en lien avec l'activité ;

Considérant qu'au regard de l'évolution des prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration sous les rubriques 1435, 2910 et 2925, exploitées par la société ITM LEMI sur son site d'Albon, il n'apparaît pas nécessaire de conserver des prescriptions particulières prévues initialement par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1999 susvisé ;

Considérant l'évolution des numéros des parcelles cadastrales sur lesquelles les installations sont implantées, du fait notamment de l'extension géographique du site pour l'implantation des parkings en lien avec l'activité ;

Considérant que l'aménagement du point 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté du 29/05/2000 susvisé n'est pas de nature à altérer le niveau de maîtrise du risque incendie de l'atelier de charge d'accumulateurs relevant de la rubrique 2925, ni d'être à l'origine d'une aggravation du risque incendie de l'entrepôt ;

Considérant que l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions prévues par les articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, qui disposent que l'autorité compétente peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1

La société ITM LEMI (Logistique Equipement de la Maison International), dont le siège social est située 24 RUE AUGUSTE CHABRIERES à PARIS (75 015), numéro de SIREN n°514 111 145, est tenue de respecter pour ses installations exploitées sur son établissement désigné « Base d'Albon » situé 1505 ROUTE DES FOUILLOUSES à ALBON (26 140), les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Modification des arrêtés antérieurs (synthèse)

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs suivants sont modifiés ou supprimés et remplacés par le présent arrêté, conformément au tableau ci-dessous à la date d'application du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Articles affectés	Nature des modifications
Arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999 (modifié)	1	Prescriptions modifiées par le présent arrêté
	6.2.5	
	6.4.2	
	7.1	
	7.2	
	8 (8.1 à 8.5)	Prescriptions supprimées (installations encadrées par les arrêtés ministériels applicables)
	9 (9.1 à 9.20)	
	10 (10.1 – 10.14)	
Arrêté préfectoral n°07-3055 du 12 juin 2007	Tous les articles comportant des prescriptions	Prescriptions supprimées. (dispositions reprises, modifiées ou supprimées par le présent arrêté)
Arrêté préfectoral n°2014115-0007 du 25 avril 2014		
Arrêté préfectoral n°2017143-0001 du 19 mai 2017		

Les dispositions des arrêtés préfectoraux n°07-3055 du 12 juin 2007, n°2014115-0007 du 25 avril 2014 et n°2017143-0001 du 19 mai 2017 sont abrogées par le présent arrêté.

Article 3 : Mise à jour de la liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La société ITM LEMI (Logistique Equipement de la Maison International), dont le siège social est située 24 RUE AUGUSTE CHABRIERES à PARIS (75 015), numéro de SIREN n°514 111 145, est autorisée à exploiter sur son établissement « Base d'Albon » situé 1505 Route des Fouillouses 26 140 ALBON, les installations suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
1510-2.b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, (...) et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	Cellules de stockage implantées dans 2 bâtiments	Volume de l'entrepôt 440 000 m³	E
1435-2	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :* 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	Station de distribution de gazole	Volume annuel maximal 650 m³	DC
1450-2	<p>Solides inflammables (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kg mais inférieure à 1 t</p>	Stockage de solides inflammables (allumes-feu)	Quantité maximale 0,95 t	D
1530.2	<p>Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	Stockage <u>extérieur</u> de cartons et relevant de la rubrique 1530	Volume maximal 3 000 m³	DC
1532 2b)	<p>Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	Stockage <u>extérieur</u> de bois relevant de la rubrique 1532	Volume maximal 11 000 m³	D
2171	<p>Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole</p> <p>Le dépôt étant supérieur à 200 m³</p>	Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture	Volume maximal 400 m³	D

2663-1.b)	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères 1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 2 000 m ³	Stockage <u>extérieur</u> de polymère à l'état alvéolaire ou expansé	Volume maximal 1 200 m³	D
2663-2.b)	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	Stockage <u>extérieur</u> d'autres produits composés d'au moins 50 % de polymère	Volume maximal 8 000 m³	D
2910-A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, (...), si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière au gaz naturel d'une puissance unitaire de 2,46 MW Groupe électrogène 1,5 MW	Puissance thermique maximale de l'installation de combustion 3,96 MW	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	Locaux de charge d'accumulateurs	Puissance maximale 438 kW	D
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	Stockage d'aérosols extrêmement inflammables	Quantité maximale 60 t	D
4331-3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Liquides inflammables de catégorie 2 et 3 (produits pour la finition)	Quantité maximale 90 t	D
4440-2	Substances et mélanges auto-réactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Stockage de solides comburants (durcisseurs, colles)	Quantité maximale 5 t	D
4510-2	Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Stockage de produits de classification H410 (javel, insecticide)	Quantité maximale 77 t	DC
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Stockage de charbon de bois	Quantité maximale 300 t	D

A (Autorisation), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Les cellules de stockage peuvent contenir des produits combustibles divers pouvant être visés par les rubriques 1530, 1532, 2662, 2663.1 et 2663.2 de la nomenclature des installations classées, bien que non applicables au site compte-tenu du classement sous la rubrique 1510 (hors stockages extérieurs non couverts pour lesquels les rubriques sont conservées).

Le tableau suivant liste des installations classées exploitées sous le seuil de la déclaration pour les rubriques concernées.

Les quantités « maximales » mentionnées pour ces rubriques (non classées) ne constituent pas une valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral (comme celles figurant dans le tableau ci-avant). Néanmoins, toute évolution sans dossier préalable est nécessairement limitée, dans la mesure où toute modification notable des installations doit préalablement être portée à la connaissance du préfet (article R. 181-46 du code de l'environnement).

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal	Régime
1436	Stockage de liquides [combustibles] , de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : NC : quantité inférieure à 100 t	Stockage de produits liquides combustibles	Quantité maximale 95 t	NC
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : quantité inférieure à 100 t	Stockage de lessive de soude	Quantité maximale 10 t	NC
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 NC : quantité inférieure à 100 m ³	Transit regroupement de déchets non dangereux 2714	Volume maximal 90 m³	NC
4220	Produits explosifs (stockage de) , à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. La quantité équivalente totale de matière active (1) susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : produits classés en division de risque 1.3 et 1.4 uniquement, en quantité inférieure à 30 kg	Stockage de produits explosifs en division de risque 1.4 145 kg (coefficient 1/5)	Quantité équivalente maximale 29 kg	NC
4422	Peroxydes organiques type E ou type F Substances et mélanges autoréactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques NC : quantité inférieure à 500 kg	Stockage de peroxydes organiques type E ou F	Quantité maximale 400 kg	NC
4511	Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : NC : quantité inférieure à 100 t	Stockage de produits de classification H411	Quantité maximale 35 t	NC

Au regard des dossiers transmis, des quantités relativement marginales par rapport aux seuils concernés de la déclaration peuvent également être stockées sous les rubriques suivantes :

- 4321 (de l'ordre de 30 t),
- 4702 I, II, ou III (de l'ordre de 1 t),
- 4702 IV (de l'ordre de 100 t),

- 4718 (de l'ordre de 5 t),
- 4734 : gasoil en cuve enterrées (90 t) et réservoir pour le sprinkler ou les groupes électrogènes (10 t).

Article 4 : Renforcement de l'état des matières stockées

L'exploitant dispose d'un état des matières stockées répondant aux dispositions prévues par le point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017.

L'état des matières stockées, répondant au 1^{er} objectif du point 1.4 susmentionné, fait apparaître les quantités stockées par rubrique de classement ICPE et par zone de stockage (cellule), ainsi qu'au niveau de l'ensemble de l'établissement (total par rubrique dans l'unité de classement celle-ci).

De plus, l'exploitant doit à tout moment pouvoir justifier :

- des quantités de substances ou mélanges dangereux présentes sur son établissement, susceptibles de relever d'un classement sous une rubrique « 4000 » (y compris les petites quantités inférieures aux seuils de classement),
- que l'installation ne relève pas d'un classement seveso par application de la règle de cumul seuil bas définie par l'article R. 511-11 du code de l'environnement (résultat de l'application de la règle de cumul disponible à tout moment, tenant compte des mentions de dangers des matières pouvant relever d'un classement sous une rubrique 4000).

Il est rappelé que l'exploitant doit disposer, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Le classement éventuel sous une rubrique « 4000 » est défini avant réception des matières dangereuses.

Article 5 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu-dits	N° parcelle	Surface (m²)
Albon	ZB	1505 rte des Fouillouses	268	44 082
		1215 rte des Fouillouses	261	373
		Les Marrons	43	9 500
			44	25 570
			111	1 975
			112	1 504
			115	3 347
			227	2 063
			229	12 082
			231	11 466
			232	444
			233	20 130
			234	258
			235	5 733
			236	1 374
			256	3 122
			259	1
			262	1 564
			264	6 705
			266	11 801
			270	32 190
			272	13 532

Article 6 : Mise à jour de dispositions caduques

Les dispositions du point 7.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 7.1 – L'entrepôt aura un seul niveau et une hauteur au plus égale à 10 mètres (hauteur sous fermes).

Il sera exploité conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 dans les conditions précisées dans cet arrêté.

Pour l'application des dispositions de l'annexe II de cet arrêté ministériel, l'entrepôt est considéré comme une installation existante avec un régime modifié. Il est tenu compte plus particulièrement :

- des conditions fixées par le point I de l'annexe IV pour les cellules 1 à 5 (initialement désignées bâtiments A à E),
- des conditions fixées par le point II de l'annexe IV pour les cellules 6 à 8 (initialement désignées bâtiments F à G),
- des conditions fixées par le point 1 de l'annexe VII pour l'ensemble du site. »

Les dispositions du point 7.2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999 sont abrogées.

Article 7 : Mise à jour des dispositions relatives à la défense extérieure contre l'incendie

Les dispositions du point 6.4 (6.4.1 à 6.4.3) de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 6.4 – Lutte contre l'incendie

6.4.1 – Moyens de lutte incendie

L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et correctement répartis sur la superficie à protéger.

L'établissement dispose en particulier :

- de 16 poteaux d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par le réseau incendie interne à l'établissement, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés normalisés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

L'exploitant dispose d'une équipe de première intervention et de lances incendie sur chariot à brancher sur le réseau surpressé par le personnel, pour assurer une première intervention avant l'arrivée des sapeurs pompiers.

L'exploitant dispose par ailleurs de deux réserves d'eau à destination des services d'incendie et de secours :

- une réserve « Nord » d'un volume minimal de 880 m³,
- une réserve « Sud » d'un volume minimal de 860 m³.

Les capacités disponibles permettent globalement de répondre au dimensionnement réalisé à partir du guide pratique D9, qui a été évalué à 720 m³/h. Au moins 1/3 de ce débit (240 m³/h) est apporté par le réseau de poteaux d'incendie.

6.4.2 - Rétention des eaux d'extinction

L'établissement dispose de deux bassins de rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Les capacités de rétention disponibles permettent globalement de répondre au dimensionnement réalisé à partir du guide pratique D9a, qui a été évalué à 3 149 m³.

Le réseau de collecte des eaux d'extinction et les bassins sont conçus pour collecter et contenir les eaux d'extinction en fonction quelle que soit la localisation de l'incendie sur l'établissement.

L'établissement dispose en particulier à cet effet de deux bassins de rétention :

- un bassin nord, d'une capacité estimée à 574 m³,
- un bassin sud, d'une capacité estimée à 2 843 m³.

L'exploitant étudie avant le 1^{er} juin 2026, les conditions de mise en œuvre d'une aire d'aspiration et d'un dispositif technique type colonne d'aspiration, permettant services d'incendie et de secours de pouvoir utiliser les eaux d'extinction à hauteur de 120 m³/h sur les bassins de rétention Nord et Sud de l'entrepôt. L'étude tient notamment compte des dispositions prévues par le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI 26).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les résultats de cette étude.

Sauf impossibilité dûment justifiée, la mise en œuvre de moyens d'aspiration est réalisée selon les résultats de l'étude avant le 31 décembre 2026.

6.4.3 – Permis de feu

Dans les zones de risque incendie ou d'explosion, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un permis feu délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Article 8 : Reprise de dispositions concernant le plan d'opération interne & Renforcement de la fréquence des exercices

Il est ajouté, après le point 6.4.3 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999, le point 6.5 suivant :

« 6.5 – POI et procédure d'alerte spécifique

Un plan d'opération interne (POI) est établi et tenu à jour par l'exploitant.

Ce plan est complété par des dispositions particulières d'information des résidents des habitations situées à proximité des installations, susceptibles d'être gênés dans le cas de situation accidentelles.

Ces dispositions sont complétées par une procédure d'alerte spécifique du réseau ASF (Autoroutes du Sud de la France), afin de prévenir des conséquences d'une perte de visibilité susceptible d'affecter cette infrastructure en cas incendie, dans le cas d'une dispersion importante du panache des fumées.

La fréquence de renouvellement l'exercice de défense contre l'incendie visée par le point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 est renforcée. L'exploitant réalise un exercice de défense contre l'incendie au moins tous les deux ans. La mise en œuvre de l'organisation décrite dans le POI est testée à cette occasion. »

Article 9 : Reprise des dispositions spécifiques concernant le bâtiment F

Il est ajouté dans le point 7 « Installations de stockage et d'expédition » de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999 les dispositions suivantes :

« 7.10 – Cellule 6 (ou bâtiment F) »

La cellule 6 (ou Le bâtiment F) est partagée en 2 (sous)cellules de stockage qui respecteront les dispositions suivantes :

- les parois séparatives doivent être des murs coupe-feu de degré minimum 2 heures ;
- les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ;
- les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ;
- les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles ;

Les deux cellules disposeront d'une zone de préparation de largeur égale à 12 m, dans laquelle aucun stockage ne sera réalisé en dehors du stockage des produits en transit pour la journée.

La hauteur de stockage des produits inflammables (cellule Ouest) et des aérosols (cellule Est) sera de 5 m maximum.

La protection incendie sera réalisée sous faux plafonds et au niveau des liquides inflammables et des aérosols par un réseau sprinkler dimensionné de manière à mettre 30 à 40 têtes d'aspersion en fonctionnement simultané durant 2 h.

Cellule Ouest

Dans la cellule Ouest seront entreposés, outre des produits combustibles (biens d'équipement, grande distribution...), des liquides inflammables de type peintures, diluants, colles, vernis, white spirit...

Le réseau sprinkler situé au niveau de la zone des liquides inflammables sera dopé par adjonction d'un émulseur. Cet émulseur sera de type AFFF polyvalent prévu pour un dosage à 3 % sur une durée de fonctionnement de 15 minutes.

La zone de stockage des liquides inflammables sera pourvue sous le faux plafond, d'un canton de désenfumage individuel, équipé d'exutoires de fumées à commande automatique et manuelle et dont la surface utile ne sera pas inférieure à 2 % de sa superficie.

Cette cellule disposera de sa propre rétention déportée dans une capacité enterrée d'un volume égal à 980 m³.

Un système de détection de fuite sera mis en place afin d'alerter sur toute fuite de liquide inflammable au niveau du stockage.

Des siphons coupe-feu seront positionnés au niveau des canalisations d'écoulement pour éviter la propagation d'un éventuel incendie via les canalisations.

Cellule Est

Dans la cellule Est seront entreposés, outre des produits combustibles (biens d'équipement, grande distribution...), des gaz inflammables liquéfiés sous forme d'aérosols.

La zone de stockage des aérosols disposera d'un confinement par cloison verticale grillagée et faux-plafond en bardage avec une protection grillagée au niveau des exutoires, afin de limiter l'effet fusée dans le cas d'un incendie dans la cellule de stockage.

Le réseau sprinkler protégeant la zone des racks de stockage des aérosols sera à ouverture rapide.

La zone de stockage des aérosols sera pourvue sous le faux plafond, d'un canton de désenfumage individuel, équipé d'exutoires de fumées à commande automatique et manuelle et dont la surface utile ne sera pas inférieure à 2 % de sa superficie.

Le Document Relatif à la Prévention des Explosions (DRPE) sera remis à jour dès la mise en exploitation de du stockage des aérosols. Les dispositions techniques et organisationnelles éventuellement préconisées par le DRPE seront mises en œuvre sans délai après cette remise à jour. »

Article 10 : Encadrement des installations de charge d'accumulateurs, de distribution de gasoil et de combustion (rubriques 1435, 2910 et 2925)

Les dispositions des points 8, 9 et 10 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°6254 du 11 octobre 1999 sont abrogées.

Installation de distribution (1435)

Les installations de distribution de gasoil, et son stockage associé, sont soumises aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 15/04/1010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

« L'installation » est considérée comme nouvelle pour l'application de cet arrêté.

Installation de combustion (2910)

Les installations de combustion sont soumises aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

« L'installation » est considérée comme existante pour l'application de cet arrêté, déclarée après le 1^{er} janvier 1998 et mise en service avant le 20/12/2018 (annexe III, point B).

Ateliers de charge (2925)

En dehors de l'aménagement prévu par l'article suivant, les installations de charge d'accumulateurs sont soumises aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 29/05/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925.

« L'installation » est considérée comme nouvelle pour l'application de cet arrêté.

Article 11 : Aménagement d'une disposition constructive de l'atelier de charge

Les dispositions du point 2.4.1 de l'arrêté ministériel du 29/05/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925, sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 2.4.1.

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- mur séparatif avec l'entrepôt : REI 120,
- porte(s) située(s) sur le mur séparatif : EI 120 avec dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie,

- autres murs donnant sur l'extérieur : classe A1,
- couverture Broof (t3),
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles). »

Article 12 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 13 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'ALBON pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'ALBON fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'ALBON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **- 9 JAN. 2026**

La préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU